



COVID-19 - CRISE SUR CRISE EN AFRIQUE : UNE PERSPECTIVE ÉCOFÉMINISTE

Le nouveau Coronavirus a déclenché une importante crise mondiale, dont les effets les plus durs sont ressentis par les pauvres et les classes ouvrières du monde entier. Sur le continent africain, cette « nouvelle » pandémie se heurte à de nombreuses autres crises : réchauffement climatique, dégradation de l'environnement, chômage et pauvreté croissante, accaparement des terres et faim généralisée, violence accrue, en particulier à l'égard des femmes, et conflits civils dans de nombreux pays. Les crises successives laissent la majorité des Africains, et les personnes vulnérables en particulier, sous-alimentés ou mal nourris, avec des systèmes immunitaires déjà affaiblis par les maladies liées à la pauvreté et à l'augmentation des températures et vivant sans logement, eau et services d'assainissement adéquats nécessaires pour se protéger contre les maladies et la mauvaise santé. La plupart des populations africaines sont en danger en ce moment.

Des scientifiques, universitaires, analystes et organisationsⁱ de renom établissent un lien entre COVID-19 et les empiètements du capital extractiviste sur les forêts et les écosystèmes alors que les entreprises cherchent à faire des profits par l'élevage, l'exploitation forestière et l'extraction minière. La logique de la réduction de la nature et de ses êtres à des biens à exploiter pour le profit est donc au cœur même de la pandémie COVID-19, la même logique qui est à l'origine de la crise climatique mondiale.

Les femmes de la classe ouvrière et les paysannes d'Afrique portent le fardeau de toutes les crises énumérées ci-dessus, et ce en raison de leur désignation comme principales productrices d'aliments pour les ménages, dispensatrices de soins et récoltrices d'eau, d'énergie et d'autres biens de base nécessaires à la reproduction de la vie et au bien-être des personnes. Mais ces rôles les placent aussi en première ligne de la défense de la nature et de son droit à l'existence, sans lesquels la survie de tous les êtres ne serait pas possible. Il est donc essentiel que COVID-19, et les nombreuses autres crises qu'elle rencontre en Afrique, soient lues et traitées du point de vue des femmes, de l'écologie et de l'économie politique.

Au cours des deux dernières semaines, WoMin s'est engagé dans un travail intensif de sensibilisation et de solidarité avec ses partenaires, alliés et amis à travers l'Afrique. Ce positionnement politique de l'alliance vis-à-vis de COVID-19 est très concrètement ancré dans les expériences et les perspectives africaines alors que COVID-19 se déploie sur notre continent.

Localisation historique et structurelle de l'épidémie de coronavirus en Afrique

Cette pandémie de COVID-19 n'est qu'une des maladies infectieuses apparues au cours des 50 dernières années, liées à la propagation à l'homme d'agents pathogènes habituellement présents dans les espèces animales, le plus souvent dans la faune. Parmi les exemples de ces 50 dernières années, citons le VIH/sida, la grippe aviaire, la pandémie de grippe porcine, le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et la fièvre Ebolaⁱⁱ. Vandana Shiva, la célèbre universitaire et militante écologiste, affirme que plus de 300

nouveaux agents pathogènes sont apparus au cours des 50 dernières années alors que l'habitat des espèces est détruit et manipulé à des fins lucratives.ⁱⁱⁱ

La plupart des nouvelles maladies infectieuses trouvent leur origine dans l'expansion rapide du secteur des industries extractives - principalement l'exploitation forestière et la monoculture industrielle de type plantation (comme l'huile de palme et le cacao) et la production animale, et plus récemment le secteur minier - et il s'agit de violents empiètements sur les terres et les forêts naturelles. À titre d'exemple, le monde a perdu plus de 26 millions d'hectares d'arbres chaque année - soit la perte d'une superficie équivalente à celle de la Grande-Bretagne - au cours de la période 2014-2018, ce qui représente une augmentation de 43 % du taux mondial de perte d'arbres par rapport à la période 2001-2013^{iv}

La crise d'Ebola, qui a fait rage en Afrique de l'Ouest, touchant principalement la Sierra Leone, le Liberia et la Guinée, et faisant plus de 11 000 morts sur la période 2013-2016, est directement liée à la profonde pauvreté structurelle de la région. Ces trois pays étaient à l'époque respectivement classés 183, 175 et 179 dans l'indice de développement humain des Nations unies. D'importants investissements dans le secteur des industries extractives - notamment dans l'exploitation du caoutchouc et la production de cacao et d'huile de palme - ont contribué à ce que l'Afrique de l'Ouest connaisse le taux de déforestation le plus élevé au monde à l'heure actuelle. Ainsi, bien que la petite chauve-souris frugivore ait pu être la source directe de l'agent pathogène responsable du virus Ebola, les racines structurelles de la pandémie se trouvent ailleurs dans un modèle de développement extractiviste. En 2019, le virus Ebola a refait surface, cette fois dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) déchirée par la guerre, où l'exploitation de l'or par de grandes multinationales est très répandue. On estime que plus de 2000 personnes sont mortes au cours de cette épidémie qui a duré un an. L'exploitation minière, comme les plantations industrielles, empiète sur les forêts indigènes et met les travailleurs extrêmement pauvres et malades en contact direct avec la faune et la flore porteuses d'agents pathogènes.

Dans l'ensemble, l'état de préparation des pays africains à la lutte contre le coronavirus mortel a été gravement compromis par l'érosion des capacités de l'État due aux politiques d'ajustement structurel néolibérales successives et à la privatisation des services publics clés - éducation, soins de santé, eau et assainissement - qui s'en est suivie, sous la direction des institutions financières internationales (IFI), telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.^{vi} L'essor des secteurs extractifs en Afrique au cours de la dernière décennie ou plus, a entraîné un vaste pillage des richesses de l'Afrique, bien mis en évidence dans les résultats du Panel de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, et a gravement compromis la capacité des États à assumer leurs responsabilités en matière de développement. Ce Panel a rapporté en février 2015 (après 3 ans de recherche et d'analyse) que l'Afrique perdait plus de 50 milliards de dollars chaque année à cause des flux financiers illicites (FFI). Il s'agit de l'argent gagné, transféré ou utilisé par des moyens illégaux et qui provient (a) de l'évasion fiscale des sociétés, d'une mauvaise facturation commerciale et de prix de transfert illégaux ; (b) des activités criminelles ; et (c) de la corruption de fonctionnaires, cette dernière étant estimée par l'Open Society Initiative of West Africa (OSIWA) à seulement 3 % du total des sorties.^{vii} Le cas du Nigeria est puissant. Le secteur pétrolier et gazier de l'économie nigériane est responsable de 92,9 % des flux financiers illicites (FFI) avec plus de 217,7 milliards de dollars qui auraient quitté le pays entre 1970 et 2008. Le secteur des industries extractives est au premier plan des flux de richesse vers le centre - dans le cas du Nigeria, principalement vers les États-Unis, l'Espagne, la France et l'Allemagne.^{viii}

L'état de préparation des États et des peuples africains pour répondre à la pandémie, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies prédisent qu'elle va « exploser » d'ici la fin avril 2020^{ix}, est en outre minée par la crise climatique et ses répercussions particulières sur notre continent. Les températures moyennes mondiales ont augmenté de 0,8 degré Celsius depuis 1880. L'année 2019 a battu tous les records précédents de température moyenne. Sur la trajectoire actuelle, en termes d'engagements inconditionnels des gouvernements dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les températures moyennes augmenteront très prudemment d'un peu plus de 3 degrés d'ici 2100. Les processus qui accélèrent les tendances au réchauffement, tels que la fonte des glaces de l'Arctique, se produisent des années, voire des décennies, avant que les scientifiques traditionnels ne les aient prévus^x

La sécurité alimentaire se détériore, des situations d'urgence prévalant dans certaines régions du sud de Madagascar, au Mozambique, au Lesotho, au Zimbabwe et à Eswatini. Les sécheresses, les inondations, les ouragans, le paludisme persistant et la pénurie d'eau généralisée se développent et devraient

s'aggraver au cours des prochaines décennies. Dans les zones côtières basses, l'érosion a pris des mètres de terrain et a englouti des communautés entières.^{xi} Dans la région du Sahel, environ 80 % des terres agricoles sont dégradées par la hausse des températures et les conflits font rage alors que des personnes désespérées se battent pour contrôler les terres agricoles et les rares plans d'eau^{xii}

Les populations africaines vivent la crise climatique et ses effets durables sur leur santé qui, combinés à de mauvaises conditions de vie, compromettent leur capacité à résister aux infections et aux pandémies. Les effets directs et indirects du changement climatique sur la santé humaine comprennent la malnutrition, les maladies tropicales et diarrhéiques, le paludisme et la dengue, ainsi que la méningite et les maladies cardio-respiratoires^{xiii}

Ces réalités historiques et structurelles décrites ci-dessus, qui affectent l'Afrique et ses populations pauvres et actives de manière très particulière, proviennent de la même racine : le capitalisme patriarcal extractiviste. Ce système exploite la main-d'œuvre bon marché des hommes noirs de la classe ouvrière dans les mines et les plantations et repose sur le travail non rémunéré des femmes qui s'occupent de la maison, de l'eau et de la nourriture, des soins et de la satisfaction générale des besoins de la main-d'œuvre et créent les conditions d'un certain degré de « paix » dont le capital a besoin. Ce système profite de la dépossession des paysans et des classes ouvrières de la terre, de l'eau, des forêts, de la pêche et des minéraux et s'appuie sur la nature comme intrant gratuit ou bon marché pour la production et comme « puits » pour les coûts environnementaux externes de la production. Le capital dépend également du travail non rémunéré des femmes, qui absorbent les coûts sociaux et économiques externalisés de la production et de la réhabilitation de la nature endommagée.^{xiv}

La pandémie COVID-19 augmente le risque d'une crise de la reproduction sociale en augmentant fortement la charge de travail non rémunéré des femmes en réponse à la pandémie. À cet égard, un article récent publié dans la revue médicale *The Lancet* sur les impacts sexospécifiques de l'épidémie de COVID-19 a conclu que, sur la base des recherches menées lors des épidémies précédentes, les femmes supporteront la plus grande partie des conséquences.^{xv} Cela inclut les violentes retombées qui accompagnent les urgences humanitaires. Les recherches menées dans le cadre des pandémies d'Ebola et de Zika ont^{xvi} confirmé une augmentation de la violence domestique et sexualisée lorsque les familles sont confrontées à l'extrême stress social et économique de ces pandémies. Pour les très nombreuses femmes africaines victimes de violence domestique, les mesures de confinement obligatoires visant à freiner la propagation de COVID-19 les ont enfermées chez elles avec leurs agresseurs, isolées des réseaux de soutien qui pourraient leur venir en aide.

Les réponses de certains États africains et organismes multilatéraux

D'après les discussions de WoMin avec des amis et des alliés au Burkina Faso, au Sénégal, au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Zimbabwe, au Mozambique, à Madagascar et en Afrique du Sud, il semblerait que les réponses des États africains ne soient pas différentes de celles qui sont appliquées dans d'autres parties du monde : confinements et couvre-feux pour faire respecter la notion plutôt abstraite de distanciation sociale dans la plupart des contextes africains ; fermeture des marchés pour le commerce de la viande et des produits agricoles ; restrictions de mouvement entre la ville et la campagne, ainsi qu'entre les villes et les villages ; présence accrue de l'armée et de la police pour informer les prescriptions de l'État.

Les défis à une réponse efficace qui permettra de sauver des vies africaines sont sensiblement les mêmes : l'extrême pauvreté, la majorité des gens vivant au jour le jour, une réalité de subsistance qui est grandement minée, sinon totalement désactivée, par les confinements et les couvre-feux ; les tests COVID-19 limités ; l'accès inadéquat à l'eau et à l'assainissement pour pratiquer les mesures d'hygiène recommandées ; l'aide limitée, voire inexistante, en matière de revenus ou de nourriture pour les citoyens ; des services de santé interrompus qui fonctionnent à peine en dehors d'une pandémie ; et, en général, une méfiance à l'égard de l'État et des informations qu'il partage publiquement.

Au Burkina Faso, une personne interrogée a avoué qu'il n'y avait aucun espoir pour la majorité des Burkinabés face au COVID-19 et que le meilleur espoir pour ses citoyens serait un vaccin. Au Zimbabwe, notre informateur a indiqué que les hôpitaux sont en pagaille et que le seul médicament facilement disponible dans les établissements de santé publique est un analgésique en vente libre, le Panadol. L'hôpital Wilkins, spécialisé dans les maladies infectieuses, a été fermé le 26 mars pour « rénovations » et les hôpitaux publics n'ont pas de protocoles pour traiter le COVID-19. Des médecins et des infirmières ont

cessé le travail fin mars pour protester contre le manque de vêtements de protection. En Afrique du Sud, des personnes désespérément pauvres ont été enfermées dans des taudis surpeuplés et des logements informels, sans aucune aide au revenu et avec une distribution alimentaire totalement inadéquate. Au moins neuf Sud-Africains ont été tués au moment de la rédaction de ce rapport par les forces armées qui patrouillent violemment dans des zones à majorité noire de la classe ouvrière pour faire respecter le confinement. En Côte d'Ivoire, des informateurs affirment que l'élite accumule des fournitures et a transformé un hôtel de luxe en centre de quarantaine et de traitement pour les riches. Des allégations similaires sont formulées à l'encontre de l'élite zimbabwéenne de la ZANU-PF.

Les pays les plus riches du Nord traditionnel, ainsi que certaines des plus grandes économies émergentes, ont mis en place d'importants plans de relance ciblant les entreprises, les grandes sociétés et les travailleurs. En revanche, la plupart des États africains sont accablés par le remboursement de la dette et des intérêts, et n'ont pas les moyens financiers de mettre en place des mesures similaires. Idéalement, ces aides devraient se concentrer sur l'économie informelle très importante dans la plupart des pays du continent, mais il est probable que les gouvernements africains suivront le mantra des IFI et des bailleurs. Les pays se tournent en effet vers le FMI pour obtenir un financement d'urgence. Au 25 mars, le FMI avait reçu des demandes de 20 pays africains, et 10 autres demandes ou plus devraient suivre.^{xvii} Au dernier décompte, des facilités de crédit ont été accordées au Rwanda, à Madagascar, à la Guinée et au Sénégal. Ce financement sera assorti de lourdes conditions pour la nouvelle restructuration économique qui ont historiquement créé une extrême vulnérabilité pour la plupart des Africains.

La Banque africaine de développement (BAD) a placé un emprunt obligataire social « Combattre le COVID-19 »^{xviii} de 3 milliards de dollars sur trois ans pour aider les pays à entreprendre des projets visant à améliorer l'accès à la santé et à d'autres biens, services et infrastructures essentiels. La BAD est au service des pays africains, et le processus décisionnel est dominé par d'importants contributeurs financiers, dont beaucoup sont des pays du Nord traditionnels et de grands États africains, comme l'Afrique du Sud et le Nigeria. Il est difficile de croire que ce grand Emprunt Obligataire Social profitera aux Africains ordinaires qui supportent les coûts de cette pandémie, sans une pression importante des mouvements et d'autres acteurs de la société civile. L'Union africaine avait indiqué à la mi-mars qu'elle mettrait en place un Fonds de Solidarité COVID-19, mais aucun autre détail n'a été communiqué.

En conclusion, le colonialisme, suivi d'ajustements structurels, de réformes néolibérales et d'une nouvelle colonisation qui se manifeste par un pillage massif des ressources naturelles de l'Afrique, continue d'éviscérer les États africains et leur capacité à servir leurs citoyens. Nos États sont frappés d'une incapacité totale, et les crises successives laissent la plupart des citoyens africains sans protection ni soutien lorsqu'ils sont confrontés à COVID-19, apparemment tout à fait seuls. D'après les rapports des informateurs, l'aide la plus importante ne provient pas de l'État mais plutôt des voisins, des membres de la communauté, des organisations religieuses et des petites entreprises. Les États recherchent maintenant des financements d'urgence pour répondre à une crise qui a été créée et perpétuée, en partie, par ces mêmes institutions de prêt. Il y a peu d'espoir pour notre continent dans de telles réponses.

Organiser par le bas

Partout dans le monde, les gens ordinaires ont agi avec beaucoup d'attention et de solidarité envers les communautés et les populations vulnérables et exclues pendant cette pandémie. Il en va de même dans le contexte africain où les classes moyennes et ouvrières ont fait don de nourriture, de vêtements de protection, d'eau et d'argent et offert leur aide avec les soupes populaires, les abris et la diffusion de l'information. Les États ont manqué à leurs obligations envers les citoyens en agissant trop tard ou de manière indécise et en mettant en place des restrictions extrêmes par le biais de confinements, de couvre-feux et de restrictions de mouvement qui sapent les moyens de subsistance précaires de tant de leurs citoyens. Cela est particulièrement vrai dans le contexte africain, étant donné l'ampleur et l'étendue du secteur informel qui n'offre à ses centaines de millions de travailleurs aucune protection, épargne ou assurance lorsqu'ils ne peuvent pas travailler.

Au cours des années de travail de WoMin pour soutenir les résistances des femmes aux empiètements violents de l'extraction minière, pétrolière et gazière et des infrastructures à grande échelle, telles que les mégaprojets énergétiques, WoMin peut témoigner de la bravoure et de la détermination avec lesquelles les femmes et leurs communautés ont défendu leurs terres, leur eau, leurs maisons et leur droit même à l'existence. Dans cette défense, les femmes protègent leurs semences, leur autonomie, leurs formes de

production, leurs relations avec la communauté, et surtout leur relation d'interdépendance avec la nature sans laquelle elles ne survivraient pas. C'est pour leur défense que les femmes proposent un développement équitable. Elles disent NON au modèle extractiviste de développement profondément destructeur, et OUI aux autres initiatives réelles ancrées dans la vie même pour produire de la nourriture, conserver et gérer les ressources naturelles, et prendre soin de leurs familles et de leurs communautés. L'ébauche d'un programme de développement équitable que les femmes défendent et proposent, nous offre une feuille de route pour une coexistence radicalement transformée dans des relations de soins et d'harmonie avec la nature. Cette alternative ancrée dans la vie au développement dominant nous offre la feuille de route dont le monde a besoin si nous voulons éviter les catastrophes climatiques, les guerres et les pandémies comme COVID-19 qui se produiront dans un avenir pas trop lointain.

Plan d'action en 10 points pour les gouvernements et les organismes continentaux

Alors que nous avons besoin de transformations radicales pour garantir une vie à tous les êtres de la planète, WoMin présente ici quelques points d'action de base minimaux que les mouvements et organismes peuvent encourager les États et les institutions multilatérales à reprendre dans leurs ripostes contre le COVID-19 pour garantir la sécurité et l'intérêt immédiats de la plupart des femmes africaines. Nous pensons que ces réformes amplifient le rôle de l'État et réorientent ses relations avec la population, nous amenant ainsi dans la direction des grandes macro-révolutions nécessaires :

1. Fournir des informations pertinentes et accessibles sur le COVID-19, sur la manière dont les gens peuvent se protéger contre l'infection et sur les mesures à prendre si les gens soupçonnent qu'ils sont malades. Ces informations doivent aborder clairement les questions de stigmatisation afin que les personnes infectées ne cachent pas leur statut ; être disponibles dans les langues appropriées ; et être accessibles aux personnes peu ou pas du tout alphabétisées. Les gouvernements doivent faire preuve d'ouverture, de transparence et de sincérité dans leurs rapports sur la pandémie.
2. Le dépistage et le traitement gratuits pour tous les citoyens par le biais d'installations de dépistage mobiles dans les zones éloignées et pour les personnes qui n'ont pas les moyens de se déplacer.
3. S'assurer que les hôpitaux sont fonctionnels, qu'ils disposent d'un approvisionnement en eau et des équipements et médicaments nécessaires, et que le personnel médical dispose d'équipements de protection et de protocoles clairs pour la gestion et le traitement des patients COVID-19. Des hôpitaux temporaires doivent être mis en place pour faire face aux débordements des infrastructures hospitalières permanentes. Les établissements de santé privés devraient être nationalisés et leurs services mis à la disposition de tous les citoyens.
4. Déploiement rapide de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement d'urgence à tous les citoyens dans le besoin, sans préjugés ni parti pris.
5. Mettre en œuvre un plan d'urgence sociale complet, comprenant des transferts d'argent liquide pour remplacer les revenus perdus des travailleurs du secteur informel, et la distribution de nourriture et de semences. La production alimentaire à petite échelle et les jardins communaux devraient être reconnus comme des services essentiels. Veiller à ce que les transferts d'argent soient ciblés sur les individus et non sur les ménages où ils peuvent être détournés par des membres masculins du ménage.
6. Une transparence et une responsabilité publiques totales pour tous les prêts, subventions, dons et financements d'urgence reçus à l'appui de la riposte COVID-19 et de l'effort de reconstruction.
7. Reconnaître, valider et soutenir le travail de soins des femmes pendant la pandémie. Des transferts en espèces devraient être versés aux aidants pour reconnaître et compenser leur travail.
8. Mettre en place des mécanismes de soutien et de protection, ainsi que des foyers d'accueil, pour les femmes victimes de violence.
9. Respect total des droits et des libertés civiles pendant les couvre-feux et les confinements.
10. Veiller à ce que les organisations et les mouvements de femmes participent pleinement à la planification et au déploiement de la réponse d'urgence au COVID-19, ainsi qu'aux discussions sur les réformes et les voies de développement à suivre dans l'effort de reconstruction de l'après COVID-19.

Date de publication - 8 avril 2020

ⁱ Voir : <https://roape.net/2020/03/31/pulverized-capitalism-africa-and-the-covid-19-crisis/>;
<https://roape.net/2020/03/24/ecosocialism-or-barbarism-an-interview-with-ian-angus/>;

-
- <https://www.grain.org/en/article/6437-new-research-suggests-industrial-livestock-not-wet-markets-might-be-origin-of-covid-19>; <https://www.navdanya.org/bija-reflections/2020/03/18/ecological-reflections-on-the-corona-virus/>
- ii Voir: <https://www.theguardian.com/science/2020/mar/06/worst-case-thinking-prevent-pandemics-coronavirus-existential-risk>; https://www.who.int/tdr/publications/documents/seb_topic3.pdf; <https://www.bbc.com/future/article/20200325-covid-19-the-history-of-pandemics>; <http://www.emro.who.int/fr/about-who/rc61/zoonotic-diseases.html>
- iii <https://www.navdanya.org/bija-reflections/2020/03/18/ecological-reflections-on-the-corona-virus/>
- iv <https://news.trust.org/item/20190912123534-rteig/>
- v <https://abcnews.go.com/Health/ebola-emerged-jungle-photos/story?id=24740453>
- vi <https://www.dandc.eu/en/article/africa-structural-adjustment-did-not-trigger-fast-growth-had-contractive-impact>; <https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/1989-structural-adjustment-africa-impact.pdf>; <https://www.idrc.ca/sites/default/files/openebooks/888-0/index.html>
- vii https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/iff_main_report_26feb_en.pdf;
- viii <http://datapronigeria.com/wp-content/uploads/2019/02/Averting-Ilicit-Financial-Flows.pdf>
- ix <https://nypost.com/2020/04/04/africa-faces-imminent-surge-of-coronavirus-cases-who-says/>
- x <https://www.dailymaverick.co.za/article/2019-09-27-the-shops-are-burning-the-women-are-burning-the-climate-is-burning-connecting-the-dots/>
- xi Ibid
- xii <https://www.weforum.org/agenda/2019/01/all-the-warning-signs-are-showing-in-the-sahel-we-must-act-now/>
- xiii <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health>;
https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/policy_brief_12_climate_change_and_health_in_africa_issues_and_options.pdf; <https://www.afro.who.int/news/climate-change-increases-risk-outbreaks-africa>
- xiv <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article6200>
- xv [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(20\)30526-2/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)30526-2/fulltext)
- xvi <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/publications/ia/inta92-5-01-daviesbennett.pdf>
- xvii <https://apnews.com/c79a173993d39ffe5773449ebaf9b9f8>
- xviii <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-launches-record-breaking-3-billion-fight-covid-19-social-bond-34982>